

façon. J'espère pouvoir proposer sous peu des initiatives positives à la Chambre.

* * *

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Elle concerne le choc qu'ont ressenti les Canadiens cette fin de semaine à la lecture des journaux, alors que nous vivons une époque de restrictions et que le gouvernement réduit fortement les programmes essentiels, notamment les programmes sociaux. Les Canadiens ont appris que le gouvernement du Canada va bientôt envoyer une brochure de propagande de 16 pages en trois couleurs à chaque foyer du pays.

Des voix: Oh, oh!

M. Riis: Monsieur le Président, c'est sûrement une erreur. Le ministre des Finances peut-il dire à la Chambre et aux Canadiens que le gouvernement ne va pas dépenser des centaines de milliers de dollars des contribuables pour envoyer à chaque foyer du pays une brochure de propagande de 16 pages en trois couleurs?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, mon collègue sera peut-être heureux d'apprendre que nous avons reçu quelque 384 000 appels téléphoniques au bureau d'information sur la TPS et que tous ces gens cherchent à obtenir les renseignements qui se trouvent dans cette brochure, ainsi que dans celle que nous avons envoyée au mois de mai de cette année.

Mon collègue parle du coût que cela représente. Cette brochure coûte en fait 13 cents, soit un quart du prix du *Globe and Mail*. Je pense donc qu'il s'agit d'une façon très rentable de répondre aux questions soulevées par les Canadiens, et de leur répondre ouvertement, franchement et directement.

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, comme le ministre des Finances le sait évidemment, une demi-page seulement sur les 16 pages de ce document porte sur la taxe sur les produits et services proposée.

Des voix: Oh, oh!

M. Riis: Les autres pages sont remplies de l'insipide propagande du gouvernement. Au moment où nous sommes dans les programmes destinés aux femmes, où des dizaines de milliers d'enfants font la queue aux banques d'alimentation, où les programmes d'aide aux autochtones et de subvention des logements sociaux sont considé-

rament réduits, est-ce ainsi que le gouvernement juge bon de dépenser l'argent des contribuables?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, ce document a pour but d'expliquer les diverses politiques économiques que nous devons suivre pour pouvoir financer les programmes sociaux réclamés par mes collègues.

C'est pourquoi, à la page 1, nous parlons de l'importance de maintenir et d'améliorer la compétitivité de notre pays pour promouvoir notre commerce extérieur et pour créer des emplois au Canada. Nous expliquons pourquoi une main-d'oeuvre qualifiée est une partie importante de notre plan économique et comment les chômeurs peuvent recevoir une formation.

J'ajouterais qu'il est important que le projet de loi sur la réforme de l'assurance-chômage passe au Sénat pour que nous puissions continuer à offrir ces programmes. Beaucoup de gens nous demandent comment nous dépensons l'argent des contribuables. Ce document tente précisément de répondre à cette question.

M. Douglas Young (Acadie—Bathurst): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Le ministre affirme que la population canadienne trouvera dans le dépliant qu'il distribue actuellement des renseignements précis.

Je me demande s'il s'agit d'un document semblable à celui que la société Radio-Canada a rejeté, le jugeant mal conçu et inapproprié, ou encore de messages similaires à celui qu'a rejeté le Conseil de la publicité du Canada, estimant qu'il constituait de la fausse publicité.

Le ministre des Finances a-t-il veillé à ce que les renseignements contenus dans ce dépliant soient plus précis que les données déjà transmises aux Canadiens?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'invite mon collègue à lire le document. Il le trouvera très précis et il se peut même qu'il apprenne quelque chose.

[Français]

M. Douglas Young (Acadie—Bathurst): J'ai une question supplémentaire pour le ministre des Finances, monsieur le Président.

Maintenant que le ministre a une expérience de plus de six mois depuis le dépôt de son Budget en Chambre, est-ce qu'il peut nous dire s'il tient toujours à ses projections au niveau des taux d'intérêt? Est-ce qu'il pense toujours que le déficit va se chiffrer sous les 30 milliards de dollars ou est-ce que maintenant, il reconnaît la